

**Message du Directeur général à la
Conférence internationale du Travail**

14 juin 2010

Monsieur Le Président, Chers amis,

Comme vous le savez, je n'ai pas pu me joindre à vous la semaine dernière en raison de mes problèmes de dos, mon médecin m'ayant recommandé de me ménager. Mais, la lecture de mon courrier électronique, les informations qu'on m'a transmises tous les jours et le téléphone m'ont permis de suivre les travaux de la Conférence et d'être consulté lorsque c'était nécessaire.

En somme, je n'ai pas cessé d'être avec vous.

Cela dit, je pense que vous pouvez parfaitement vous figurer combien il m'est difficile de ne pas pouvoir vous accompagner de jours en jours.

Je tiens à vous remercier de tout cœur pour toutes vos paroles chaleureuses et réconfortantes, par lesquelles vous m'avez témoigné de votre solidarité dans ces circonstances.

Veillez m'excuser d'avoir dû annuler des entretiens et des rencontres avec certains groupes – je le regrette d'autant plus que ces moments sont très précieux pour moi, car le contact personnel me permet d'écouter, de dialoguer, de mieux comprendre les problèmes et de comparer les diverses réalités qui font votre quotidien pour ainsi déterminer comment agir au mieux pour continuer de servir les intérêts de chacun.

Nous reprenons cette semaine les débats de la plénière; à cette occasion, je voulais formuler un seul commentaire: la reprise de l'économie réelle et la création d'emplois sont les deux seules issues pour sortir durablement de la crise, il n'y a pas d'autres solutions. Face aux nombreuses incertitudes que nous connaissons, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue cet objectif.

Le cercle vertueux que nous devons promouvoir doit avoir pour fondement les investissements productifs dans des entreprises durables, le travail décent, les salaires équitables, l'augmentation de la consommation et des recettes fiscales qui résultent de la croissance.

N'oublions pas que, malheureusement, aujourd'hui, le niveau de chômage reste le plus élevé de tous les temps – quelque 210 millions de personnes – et qu'il faudra créer 400 millions d'emplois au cours de la prochaine décennie pour absorber la croissance de la population active.

Le monde connaît non seulement un déficit budgétaire, il est face à un déficit énorme de travail décent. Le sous-emploi reste très élevé et l'économie informelle progresse.

Les secteurs les plus vulnérables, tout comme les classes moyennes de nombreux pays, vivent dans une grande incertitude. Si les possibilités d'emploi pour les femmes se dégradent, les progrès enregistrés sur le plan de l'égalité hommes-femmes sont compromis. Partout, les jeunes se demandent où trouver un emploi, et cette situation frappe tout particulièrement le monde arabe.

Face à cette situation, personne ne sait clairement quel sera l'impact mondial de l'interaction entre les situations suivantes:

- La rapide expansion, dans l'Union européenne, du renforcement budgétaire en tant que priorité actuelle, à n'en pas douter à cause de préoccupations légitimes quant au niveau de la dette. Et cela, alors que les niveaux de chômage sont très élevés et que la croissance est faible.
- Autre situation tout à fait opposée: une forte expansion dans d'importantes économies émergentes – Chine, Inde, Brésil, République de Corée, Indonésie – et le fait que l'on s'inquiète des risques de surchauffe de l'économie. Des pays comme l'Australie et le Canada ont déjà commencé à mettre un terme à certaines mesures de relance.
- Situation intermédiaire: beaucoup de pays asiatiques et latino-américains dont le taux de croissance est respectable, et les Etats-Unis et le Japon où les signes de croissance sont plus stables mais incertaines.
- Les pays à faible revenu, en particulier en Afrique, ont enregistré une croissance importante de la pauvreté, et on craint une chute de la coopération internationale. Toutefois, ces pays connaissent de nouveau la croissance.
- Partout, d'une manière ou d'une autre, se pose la question de savoir quel sera l'impact dans le reste du monde de la crise de la dette souveraine en Europe.

L'ensemble de ces situations ont pour résultat, d'après la dernière projection du Fonds monétaire international, une prévision de croissance d'environ quatre pour cent pour 2010. Toutefois, le principal problème est qu'il s'agit pour l'essentiel d'une croissance sans emplois.

Quelles que soient les politiques prépondérantes que chaque pays ou région choisira à court, moyen et long terme, l'impact sur l'emploi, et surtout sur la création d'emplois, et sur la protection des plus vulnérables, continuera d'être pour la population un indicateur essentiel de leur succès.

Par conséquent, les politiques que préconise le Pacte mondial pour l'emploi restent tout à fait valables.

En ces temps difficiles, les gouvernements doivent prendre des décisions difficiles.

Par exemple, dans deux semaines, les dirigeants du G20 se réuniront à Toronto. J'espère qu'à cette occasion ils poursuivront dans le sens des décisions prises au Sommet de Pittsburgh sous la conduite du Président Obama, lorsqu'ils ont placé «l'emploi de qualité au cœur de la reprise». Il y a été donné suite avec une réunion des ministres du Travail à Washington, DC.

Chers amis, je vous engage à poursuivre le riche débat que vous avez commencé jeudi dernier, afin de formuler des politiques qui contribueront à trouver des solutions équilibrées et équitables aux nouvelles incertitudes qui nous attendent.

Nous devons le faire avec la conviction et l'assurance que, ici à l'OIT, les gouvernements, employeurs et travailleurs – en agissant ensemble – constituent la représentation internationale de l'économie réelle. Cela nous donne des responsabilités politiques, économiques et sociales d'une grande portée.

Vous pouvez compter sur mon soutien et mon engagement.

* * *